Burundi : lancement officiel des activités de l'Ombudsman

@rib News, 12/02/2011 â€“ Source XinhuaLes activitÃ©s de l'Ombudsman burundais ont Ã©tÃ© lancÃ©es officiellement dans la soirÃ©e de ce vendredi 11 fÃ©vrier 2011 Ã l'hÃ´tel Source du Nil de Bujumbura en prÃ©sence des hautes autoritÃ©s du pays ainsi que des reprÃ©sentants des corps diplomatiques et consulaires accrÃ©ditÃ©s Ã Bujumbura.Outre la principale mission qui lui est confiÃ©e par la Constitution, Ã savoir celle d'assurer la mÃ©diation entre l'administration et la population, l'Ombudsman Mohamed Rukara a annoncÃ© une sÃ©rie d'autres missions pour, dit-il Â«Â apporter un soutien indÃ©fectible au PrÃ©sident de la RÃ©publique dans sa politique de TolÃ©rance ZÃ©ro et Ã tous ceux qui Å“uvrent pour l'Ã©radication de la corruption et des malversations Ã©conomiquesÂ Â».
Il a notamment annoncÃ© qu'il va mener une lutte sans merci contre ceux qui s'adonnent Ã la corruption, aux malversations Ã©conomiques, au non respect des heures de travail, Ã l'ingÃ©rence abusive dans l'appareil judiciaire, au licenciement abusif dans des services publics suite aux conflits personnels qui font perdre beaucoup d'argent Ã l'Etat et Ã la dilapidation des biens de l'Etat.Le locataire de l'ex-hÃ´tel Iteka sis avenue des paysans au centre ville de Bujumbura a appelÃ© tous les burundais Ã adopter un changement de comportement en vue d'instaurer un dÃ©veloppement Ã©conomique et social durable car, a-t-il dit, Â«Â c'est de nous tous que dÃ©pend l'instauration d'une justice sociale Ã©quitableÂ Â».Un numÃ©ro vert a pour cela Ã©tÃ© ouvert pour recueillir le maximum de dolÃ©ances de la population en vue de bien remplir les missions qui lui sont confiÃ©es par la Constitution.PrÃ©vu par les Accords d'Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation de 2000 et la Constitution qui en est issue, lâ€™Ombudsman a Ã©tÃ© Ã©lu par la chambre basse du Parlement au mois de novembre 2010 et les hauts cadres qui collaborent avec lui ont Ã©tÃ© nommÃ©s par dÃ©cret prÃ©sidentiel le 25 janvier 2011.Le bureau d l'Ombudsman a dÃ©jÃ reÃ§u plus d'une dizaine de dossiers de la part de la sociÃ©tÃ© civile en rapport avec la corruption et les malversations Ã©conomiques, les droits de l'homme et les malaises crÃ©Ã©s par l'opÃ©ration de redÃ©ploiement des enseignants.Il a Ã©galement dÃ©jÃ reÃ§u en audience les reprÃ©sentants des chauffeurs de taxi motos et de taxi vÃ©los Ã qu est interdit depuis la fin du mois de dÃ©cembre d'accÃ©der au centre ville de Bujumbura. Des commissions ont Ã©tÃ© mises en place par ce bureau pour rÃ©soudre ce problÃ¨me.